

**INAUGURATION DU SOMMET PARLEMENTAIRE
ORGANISÉ CONJOINTEMENT PAR L'UNION
INTERPARLEMENTAIRE (UIP) ET LE CONGRÈS DES DÉPUTÉS
À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP25)**

Conférence parlementaire sur le changement climatique

Mardi le 10 décembre, 11:00 – 11:30

Congrès des Députés, Madrid

**Version préliminaire du discours de la Présidente du Congrès
des Députés (10')**

Bonjour,

Madame la Présidente de l'Union interparlementaire,

Madame la Secrétaire exécutive des Nations unies pour les changements climatiques (à confirmer),

Messieurs les Présidents,

Chers collègues,

C'est pour moi un grand plaisir de procéder à l'ouverture de ce Sommet parlementaire organisé conjointement avec l'Union interparlementaire, à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP25), que nous avons accueillie avec une réelle satisfaction et fierté dans la ville de Madrid.

L'Espagne est le siège des travaux de la COP25 en vertu d'un triple engagement de la part de notre pays : un engagement d'amitié historique et toujours renouvelé avec le Chili, un engagement résolu en faveur du multilatéralisme et, en dernier lieu, un engagement politique fort en faveur des actions sur le changement climatique et pour une configuration globale qui est indispensable.

Les conférences sur le changement climatique ont contribué d'abord à sensibiliser les citoyens et les institutions sur le défi qui se présente à nous. Ensuite, les conférences ont établi clairement les termes et les exigences et, enfin, elles ont servi à définir un programme d'action partagé et réaliste. Il est désormais inéluctable de le mettre en marche et de garantir le

respect de ses règles car nous disposons à présent de tous les outils nécessaires.

La COP qui a lieu à Madrid est donc consacrée à l'application des mesures convenues lors des précédents sommets. La responsabilité incombe clairement aux États membres de la Conférence et dans le cas de l'Europe, à l'Union européenne. Cependant, les difficultés pour assumer pleinement cette tâche et les effets globaux des décisions de chaque État exigent de maintenir et de renforcer l'action coordonnée dans le cadre des Nations unies. Nous sommes aujourd'hui face à un défi global et la solidarité entre les nations est indispensable, car nous avons tous la responsabilité d'agir : les conséquences de ces actions vont retomber sur tous les pays.

L'Espagne, ainsi que son gouvernement et son parlement, défendent fermement qu'il est nécessaire de coordonner les actions contre le changement climatique dans un cadre multilatéral. Le multilatéralisme ne représente pas seulement une orientation nécessaire pour augmenter l'efficacité de nos efforts. Il est tout à fait indispensable pour les sauvegarder et pour aboutir à des résultats à temps.

Les prochaines années marqueront un tournant historique. La transition vers un avenir soutenable, à savoir zéro émissions nettes, offre la possibilité de reconnecter avec les besoins de l'économie réelle. L'élan au processus de décarbonisation de l'économie créera de nouveaux emplois de qualité et permettra de se lancer dans des projets d'infrastructures qui donneront lieu à une transformation sans précédent.

Il faut avancer vers un monde de neutralité climatique en 2050, dépasser les objectifs de 2030 et élaborer un nouveau modèle de développement, sans perdre de vue l'impact social de ces mesures afin de maximiser les possibilités. En bref, « sans laisser personne derrière ».

Pour cela, nous pouvons dire que nous sommes face à la grande coopération internationale de notre temps, car ce projet veille au bien-être de tous et a pour but de protéger la planète en tant qu'héritage pour les générations futures. Cette action a une perspective intégrale car la pollution ne connaît pas de frontières et la lutte contre le changement climatique exige l'effort coordonné de tous les acteurs au niveau mondial : les gouvernements, les parlements, les institutions publiques, la société civile et, bien entendu, les forums de coopération multilatérale comme les Nations unies, l'Union européenne ou l'Union interparlementaire.

Il y a quelques jours, le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui fait état du niveau de concentration de CO₂ dans l'atmosphère, a été publié. Avec 307,8 parties par million en 2018, la concentration a atteint son niveau record des 3 derniers millions d'années. En outre, le Rapport annuel sur l'écart en matière de réduction des émissions de 2019, correspondant au Programme des Nations unies pour l'environnement, indique que même si tous les engagements actuels sont mis en œuvre, il est prévu que les températures augmentent de 3,2° (bien au-dessus du limite de 1,5-2° établi par les scientifiques), ce qui provoquerait des événements climatiques extrêmes.

En définitive, la science du climat insiste sur le fait que nous nous aventurons dans une situation d'*urgence climatique* et dénonce un énorme écart entre les engagements pris par les pays et les objectifs de réduction d'émissions établis par l'Accord de Paris.

Lors de la dernière législature, le Parlement espagnol a approuvé une résolution visant à soutenir la déclaration d'urgence climatique dans notre pays. Le Parlement européen vient d'adapter aussi une résolution qui déclare une « *urgence climatique et environnementale* » en Europe et à l'échelle de la planète.

Au cours des deux dernières années, nous constatons que face aux preuves scientifiques concernant l'accélération du changement climatique et la possibilité d'atteindre un point de non-retour, la société a incorporé les termes « crise climatique » et « urgence climatique », ainsi que le terme plus habituel de « changement climatique ». L'usage de ce terme s'est propagé en 2000 même s'il a été adopté pour la première fois lors de l'approbation de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1992.

Dans ce cadre de référence, nous espérons que les professeurs Hans-Otto Pörtner et Jeffrey Sachs, deux des personnalités les plus marquantes de la conversation globale sur la crise climatique, contribuent à préciser l'importance de cet engagement pour l'action de la part de la communauté internationale.

Grace à leur trajectoire et à leur expertise, ils pourront présenter des cas positifs à travers le monde et illustrer comment cette réponse responsable face au changement climatique, loin d'entraîner un coût net pour la société, constitue une opportunité pour moderniser et encourager le développement économique avec des paramètres soutenables et favorisant l'équité sociale.

La mise en œuvre de l'Accord de Paris commence en 2020 et la COP25 de Madrid, sous la présidence chilienne, doit nous faire marcher d'un pas ferme dans la bonne direction.

Dans ce cadre, le travail des parlements nationaux est essentiel car nous devons définir les actions et les obligations de chaque État afin de respecter les engagements pris lors de la Conférence. Toutefois, je suis sûre que ce forum sera utile pour analyser les méthodes et les difficultés inhérentes à cette tâche et pour partager les meilleures pratiques des travaux parlementaires.

La présence des parlements nationaux lors de la COP permettra sans aucun doute d'enrichir les conclusions et les accords. Mais, surtout, cette participation doit contribuer à les faire devenir réalité dans nos pays respectifs. Pour nous, la COP25 ne s'arrête pas avec sa déclaration de clôture, car elle représente le début de nos travaux afin que ses résultats deviennent une réalité effective.

Les débats qui auront lieu aujourd'hui dans cette salle seront certainement fructueux. Ils vont nous permettre d'établir des

contacts et des relations postérieures qui renforceront les réseaux conjoints entre nos parlements et leurs actions.

Je souhaite souligner, cependant, une fonction additionnelle qui ne correspond aux parlements nationaux mais à leurs membres ; elle correspond à chacun de nous. La lutte contre le changement climatique exige une volonté politique de la part de toutes les parties : pour renforcer les décisions et les propositions des gouvernements ; pour impliquer le plus grand nombre d'acteurs ; pour sensibiliser et mobiliser et enfin, pour appliquer les exigences et les engagements pour le climat à tous les niveaux.

En effet, la transversalité est l'une des clés de voûte de cette COP et de l'efficacité des objectifs adoptés. La lutte contre le changement climatique ne peut pas être limitée à la législation spécifique en matière d'environnement : elle exige des engagements fiscaux, budgétaires, en matière énergétique ou de mobilité et dans tous les domaines de nos sociétés. Cette portée n'a pas été encore reconnue.

Mesdames et Messieurs,

En tant que représentants des citoyens, nous avons à notre disposition les outils pour mener à bien cette tâche politique : la lutte contre le changement climatique doit être présente dans nos interventions publiques, dans nos initiatives parlementaires individuelles, ainsi que dans notre capacité de mobilisation au sein de nos partis politiques.

Les rues de Madrid accueillent ces jours la présence et les manifestations de beaucoup de citoyens venus de toute la planète qui nous exigent de mettre en marche des politiques. Dans leur cas, cet engagement libre et personnel nous honore et nous incite à travailler. La COP25 a reconnu cet engagement de la population ainsi que son importance et elle s'est ouverte aux acteurs non gouvernementaux.

Mais dans notre cas, en tant que représentants démocratiques, l'action politique est aussi une obligation. Afin de satisfaire à cette obligation, nous avons indubitablement une position différente car nous devons concilier les intérêts des différentes parties impliquées et rassembler des volontés, atteindre des accords et déterminer les ressources et les engagements de tous les citoyens. Pour ce faire, nous assumons une responsabilité supplémentaire et les effets de nos actions, même si elles restent peu visibles, ont des répercussions plus importantes.

Notre action politique n'a jamais été aussi nécessaire et significative. Rarement le problème est tellement urgent. Mais le besoin et l'urgence sont des valeurs du travail politique dont nous devons profiter. De telles valeurs justifient souvent des actions et des procédures exceptionnelles, donnent un nouvel élan aux consensus et aux accords stables, confèrent une plus grande légitimité et alimentent l'engagement des citoyens. Transformer le besoin et l'urgence en action efficace et partagée est notre défi en tant que représentants politiques et nous avons besoin d'être à la hauteur de ce défi.

En tant que Présidente de cette Chambre qui accueille vos travaux, je reste à votre entière disposition. Je vous remercie de

votre engagement, de votre participation et, surtout, de vos actions depuis vos parlements respectifs.

Je tiens à remercier de nouveau l'UIP pour rendre cette rencontre possible.

Merci.